

Rencontre au sommet à Moscou : comment Poutine risque d'embobiner Trump



Donald Trump et Vladimir Poutine se rencontreront ce 16 juillet à Helsinki, au lendemain d'un sommet de l'OTAN pouvant être qualifié de "compliqué".

Avec Jean Sylvestre Mongrenier

Avec Cyrille Bret

Atlantico : Donald Trump et Vladimir Poutine se rencontreront ce 16 juillet à Helsinki, au lendemain d'un sommet de l'OTAN pouvant être qualifié de "compliqué". Comment anticiper les enjeux réels d'un tel sommet ? Comment Vladimir Poutine pourrait tenter de faire basculer les choses à son avantage ? A l'inverse, quels seraient les intérêts de Donald Trump ?

Jean-Sylvestre Mongrenier : Au vrai, le sommet de l'OTAN a été plus animé et brutal que "compliqué". In fine, le pire a été évité et les Alliés sont parvenus à maintenir leur cohésion. Nous y reviendrons dans la deuxième question. Quant au sommet entre Donald Trump et Vladimir Poutine, l'enjeu semble résider essentiellement dans la rencontre elle-même, chacun des deux hommes se préparant à jauger l'autre, à prendre la juste mesure de son interlocuteur. D'ordinaire, une rencontre de ce type a été négociée et "chorégraphiée" des mois durant. Les différents thèmes ont été définis et discutés bien en amont. Tel n'est pas le cas. De prime abord, on ne voit pas bien, sur le plan des décisions et des faits, ce qui pourrait sortir de cette rencontre. Les litiges sont nombreux (Syrie, Iran, Ukraine, Corée du Nord, interférences russes dans les élections américaines), et les classes dirigeantes des deux pays s'opposent sur maintes autres questions. Nonobstant les adulations ou les détestations à l'encontre de ces deux hommes, ne croyons pas qu'ils pourraient à eux seuls transformer la situation. Plus particulièrement, Donald Trump doit compter avec le Congrès.

Si l'on considère la corrélation des forces, pour parler comme les stratèges soviétiques d'antan, la balance penche largement du côté des Etats-Unis. La chose devrait aller de soi, mais les incertitudes générées par l'Administration Trump pourraient le faire oublier. Vladimir Poutine a pour lui la durée et l'expérience. Surtout, il sait ce qu'il veut. Sa vision du monde est frustrée mais robuste. L'objectif global de sa stratégie est clair: récupérer tout ou partie de l'héritage géopolitique de l'URSS ("l'étranger proche"), sur les franges orientales de l'Europe et au Moyen-Orient en tout premier lieu. Plusieurs coups tactiques - en Géorgie, en Ukraine ainsi qu'en Syrie -, ont permis de progresser en ce sens, mais la "Russie-Eurasie" de Vladimir Poutine est loin du compte et elle demeure une "puissance pauvre". A plus long terme, la grande stratégie russe implique le découplage géostratégique entre les deux rives de l'Atlantique. Le président russe va probablement jouer la complicité avec son homologue américain, mettre en avant la lutte commune contre le terrorisme et l'islamisme, en misant sur le désintéret affirmé de Donald Trump pour l'Europe, voire pour le Moyen-Orient. Tout ce qui fragilise l'Europe et le camp occidental va dans dans le sens du programme géopolitique russe. Dans l'immédiat, l'heure n'est pas encore venue, pour Vladimir Poutine, de moissonner. Il lui faut "travailler" sur les divisions et les lignes de partage au sein du camp occidental. Il est certainement attentif aux rumeurs concernant la volonté de Donald Trump de réduire la présence militaire américaine en Europe. La décision soudaine et unilatérale du président américain de suspendre les exercices militaires en Corée du Sud aura agréablement surpris le Kremlin.

Donald Trump n'exprimant ses conceptions internationales que dans un registre protestataire, voire victimaire (les Etats-Unis se seraient "fait avoir" par leurs alliés), ou à travers la réaffirmation verbale de la force pure des Etats-Unis, il est difficile de déterminer avec précision l' "effet final recherché". Il reste que le président américain paraît sensible au thème du "Nixon in reverse": défaire les liens sino-américains tissés à partir des années 1970 (une quasi alliance contre l'URSS puis une interdépendance économique et commerciale) et se rapprocher de la Russie, afin de contrebalancer la superpuissance émergente que constitue la République populaire de Chine (RPC). A tout le moins, l'enjeu est de rééquilibrer le grand triangle stratégique Etats-Unis/RPC/Russie: faire en sorte que les relations des Etats-Unis avec la Russie et la RPC soient plus étroites que celles qui lient Pékin à Moscou. A plus court terme, l'idée est de désolidariser la Russie du régime irano-chiite, considéré comme la principale menace au Moyen-Orient, quitte à laisser la Syrie à Moscou. C'est la vision, simpliste et réductrice, d'un "great bargain".

L'un et l'autre objectifs ne semblent pas à portée. D'une part, les liens politiques, stratégiques et économiques entre la Russie et ces deux pays sont plus solides et profonds que les tenants du "Nixon in reverse" ne veulent bien le concéder. Ce ne sont pas de simples convergences tactiques et circonstancielles, dans un "grand jeu" qui serait fait d'alliances et de contre-alliances sans cesse changeantes (nous ne sommes pas dans le monde décrit par Sun Zu ou Machiavel). D'autre part, Vladimir Poutine et les dirigeants russes considèrent que le rapprochement avec Téhéran et Pékin, entamé dans les années 1990 par Evgueny Primakov, s'inscrit dans un basculement historique des rapports de puissance, de l'Occident vers l'Orient. En d'autres termes, la "Russie-Eurasie" serait du bon côté de l'Histoire. Dans cette affaire, il importe d'intégrer la vision du monde et les représentations géopolitiques adverses. Il serait paradoxal que le "America First" de Donald Trump aboutisse finalement à renoncer au leadership pour transmettre le bâton de commandement à l'une ou l'autre puissance révisionniste, autrement plus clairvoyantes sur les enjeux de puissance de l'époque.

Cyrille Bret : A l'approche d'un sommet de ce niveau, les protagonistes ont à coeur d'identifier les points de divergence. Pas nécessairement pour les résoudre ou réduire les différends mais pour établir un rapport de force puis le faire évoluer. Contrairement aux apparences, le rapport de force entre le président américain, élu il y a presque deux ans et le président russe, réélu il y a quatre mois, en est encore à ses débuts. Hormis en marge de rencontres multilatérales les deux leaders ne se sont pas encore rencontrés seul à seul. Et on sait combien les deux hommes accordent de l'importance à la rencontre physique. Quant aux enjeux officiels de la rencontre, ils sont bien connus : premièrement la Syrie où les alliés respectives des deux présidents sont en opposition; deuxièmement Israël qui réclame le départ des troupes iraniennes de Syrie; troisièmement l'Ukraine et, dans une moindre mesure la Géorgie. On sait que l'adhésion de ces Etats à l'OTAN est une ligne rouge pour Moscou. Il s'agit d'un tour d'horizon qui va permettre d'établir un premier rapport de force.

En quoi le contexte du sommet de l'OTAN peut-il peser sur cette rencontre ? Que peuvent craindre ou espérer les européens d'une telle rencontre ?

Jean-Sylvestre Mongrenier : Ledit sommet a évité la catastrophe que le précédent G-7 laissait redouter. Les chefs d'Etat et de gouvernement des pays alliés des Etats-Unis, Canada compris, ont su éviter de répondre aux provocations verbales. Grâce soit rendue au sens de la diplomatie et à l'entregent de Jens Stoltenberg, le secrétaire général de l'OTAN. En fait, il faut bien admettre que toutes les récriminations de Donald Trump ne sont pas injustifiées. Il est temps que les dépenses militaires européennes repartent vigoureusement à la hausse. A la fin de la Guerre Froide, les Etats-Unis représentaient la moitié des dépenses militaires de l'OTAN (alors composée de 12 pays), les alliés européens assurant l'autre moitié. Aujourd'hui, l'OTAN compte 29 pays et ce sont les Etats-Unis qui assurent 70% des dépenses militaires induites par cette organisation. D'une certaine manière, Donald Trump est l'allié objectif des ministères de la guerre européens qui ont été privés des moyens financiers et militaires de remplir toutes leurs missions.

Après le sommet atlantique, Donald Trump arrivera à Helsinki en position de chef incontesté de l'OTAN, les décisions prises et les documents approuvés entérinant les vues du président américain. D'aucuns insistent sur le fait que l'attitude et les manières d'agir de Donald Trump pourraient, à plus long terme, fragiliser l'OTAN. Si fait. L'hégémonie suppose la confiance et le consentement de ses alliés (telle est la différence entre hégémonie et domination). Gardons-nous pourtant d'une vision lénifiante de l'OTAN et, plus généralement, de l'"ordre international libéral". L'OTAN est une alliance de "grandes personnes" au sein de laquelle les pays membres discutent de questions éminemment stratégiques et cherchent à faire converger leurs vues. Son histoire est faite de crises, de désaccords et de vigoureuses confrontations des visions stratégiques qui ne sont pas d'emblée à l'unisson. Que l'on se reporte à la crise de Suez (1956), à la sortie de la France de la structure militaire intégrée (1967), à l'accès de Ronald Reagan au pouvoir, présenté comme un dangereux belliciste (1980), à la crise autour du gazoduc euro-sibérien (déjà) qui suivit, ou encore à la crise irakienne (2002-2003). Tous ces événements ou épisodes ont eu leurs répercussions au sein de l'OTAN. Au cours des dernières années, c'est l'impéritie des dirigeants politiques européens et la baisse des budgets militaires qui ont fragilisé l'OTAN. Pour partie, Donald Trump est une conséquence de cette impéritie même si, bien entendu, les facteurs proprement américains prévalent dans l'explication du phénomène.

Vu d'Europe, le sommet Trump-Poutine laisse craindre un brusque retournement du président américain qui, persuadé de ses qualités psychologiques et de sa capacité à juger les hommes, déciderait de faire confiance à Vladimir Poutine, lui accordant toute latitude d'action dans l'espace post-soviétique et en Syrie pourvu qu'il lui promette de lutter contre l'islamisme, de contenir l'Iran et de se détacher de la RPC. Autrement dit, les Européens redoutent un "nouveau Yalta". Passons sur le fait que la vision française de la conférence de Yalta (février 1945) n'a que peu à voir avec la réalité historique. Au regard de la présence américaine sur l'axe Baltique-Mer Noire, notamment à travers des liens bilatéraux renforcés avec la Pologne et la Roumanie, ce scénario semble improbable. Notons ici que l'attaque de Donald Trump contre le Nord Stream 2 appelle l'attention sur la volonté américaine d'exporter du gaz dans la région et de développer un corridor énergétique Nord-Sud, entre la Baltique, la mer Noire et l'Adriatique. Quant à l'espérance européenne de voir ce sommet déboucher sur une nouvelle détente, elle doit être mesurée. Les dirigeants russes sont déterminés à faire avancer leur programme géopolitique et les incertitudes du côté occidental les y encouragent.

Cyrille Bret : La rencontre s'inscrit dans une séquence internationale chargée. Du côté occidental, le sommet de l'OTAN et la priorité donnée au réarmement par les Européens a tourné sur la réémergence de la puissance russe. En outre, le Brexit et la présidence autrichienne placent l'Union européenne dans une position de fragilité accentuée. La visite du président Trump en Finlande pourrait marquer, pour les Européens, une nouvelle source d'effacement : les Américains pourraient apparaître comme réglant les questions

Si la présidence de Donald Trump est parfois présentée comme une parenthèse par certains, d'autres avancent l'hypothèse que les choix réalisés par le président des Etats Unis correspondent plus à une tendance lourde du pays. Dans un tel cas, comment anticiper les relations entre Washington et Moscou, et de quelles thématiques vont-elles dépendre sur le temps long ?

Jean-Sylvestre Mongrenier : Il est parfois difficile de distinguer conjoncture et période. Assurément, des vents soufflent dans le sens d'un repli américain. Une génération après le discours de George Bush père sur l'avènement d'un "nouvel ordre mondial", bien des Américains sont désillusionnés. Les interminables guerres et conflits du Grand Moyen-Orient, dans lesquels il s'agit plus de tenir des positions et d'endiguer le chaos que de vaincre et triompher, ont lassé l'opinion publique. Pourtant, ce grand repli sur la base nord-américaine, à partir de laquelle les Etats-Unis disposeraient des moyens d'un "global outreach", est-il possible? La mondialisation est un processus multiséculaire et une réalité massive, non pas une simple option politique ou idéologique. Nous sommes immergés dans un nouvel âge: l'Âge global. Même un pays-continent comme les Etats-Unis ne peut s'abstraire de cet univers mondialisé et interconnecté. Soulignons-ici l'erreur qui consisterait à ériger en priorité le refoulement de l'Iran, tout en se désengageant du Moyen-Orient, en croyant pouvoir confier cette tâche à la Russie. Dans le "réalisme" proclamé des cyniques, il y a souvent plus de naïveté qu'on ne le pense. Il n'y aura pas de refoulement de l'Iran sans une politique occidentale active et volontaire dans la région concernée.

Si les Etats-Unis adoptaient une "Blue Water Strategy", à l'instar de l'Angleterre à l'époque victorienne, il leur faudrait encore s'appuyer sur des alliés dans les grandes régions du monde et leur apporter un solide soutien. Peu ou prou, c'est ce que préconisent les tenants d'une stratégie d'"off-shore balancing": il ne s'agirait pas d'un retrait pur et simple mais d'une redistribution des pouvoirs et des responsabilités au sein des alliances existantes (le "leadership by behind" de Barack Obama anticipait une stratégie de ce type). Tout ceci n'apparaît pas encore clairement et il n'est pas sûr que Donald Trump ait une vision d'ensemble très élaborée. Nous sommes dans l'expectative. En lieu et place d'un improbable isolationnisme, ne serait-il pas plus ou moins consciemment guidé par l'idée d'une recomposition idéologique et géopolitique de l'Occident, dans une vision d'ensemble librement inspirée des thèses de Samuel P. Huntington? Dans le cas de l'Europe, l'affaiblissement d'un cadre multilatéral comme celui de l'OTAN, si la chose se confirme, devrait être compensée par des liens bilatéraux renforcés avec un certain nombre de pays-clefs, dont la France et le Royaume-Uni au Ponant, ainsi que les Etats baltes, la Pologne et la Roumanie sur la ligne de contact avec la Russie, entre Baltique et mer Noire. Retenons également la livraison d'armes américaines à l'Ukraine et à la Géorgie.

A bien des égards, l'idée d'un "great bargain" qui livrerait l'Europe à la Russie semble improbable, mais le discours à géométrie variable du président américain pourrait avoir des effets pervers et induire en tentation le pouvoir russe. En tout cas, il est difficile d'imaginer une alliance objective entre Washington et Moscou, dirigée contre l'islamisme et/ou la RPC (la Chine populaire). A juste titre, les rédacteurs de la "Stratégie de Sécurité Nationale" des Etats-Unis, publiée l'an passé, présentent la Russie et la Chine populaire comme des puissances révisionnistes, animées par la volonté de détruire la longue hégémonie occidentale dont les Etats-Unis sont les héritiers et les titulaires dans le monde contemporain. Si Washington et Moscou peuvent effectivement dégager des plages de coopération, il ne s'agira pas d'un retour à la vaste Communauté euro-atlantique anticipée par James Baker au sortir de la Guerre Froide ("De Vancouver à Vladivostok"), ni même d'un axe fort entre les deux pays. Quant au "péril jaune", Moscou et Pékin ont pris soin de désamorcer leur conflit géopolitique virtuel en Extrême-Orient et se sont accordés sur la délimitation de leurs frontières communes (voir les accords frontaliers signés dans la première moitié de années 2000). Primitivement, c'est pour cela que le partenariat sino-russe et le groupe de Shanghai (la future Organisation de Coopération de Shanghai) ont été institués.

Bref, la rivalité entre les Etats-Unis et la Russie sera de longue haleine, avec en toile de fond la lutte pour l'hégémonie mondiale entre Américains et Chinois. Les griefs de Moscou sont à l'encontre de l'Occident, non pas de la Chine populaire. Moscou renforce ses appuis en Asie afin de l'emporter sur le front diplomatique occidental. Donald Trump aurait donc tort d'ignorer le revanchisme russe. S'il commet des imprudences lors du sommet d'Helsinki, donnant ainsi raison à ceux qui parlent de collusion (cf. le Russiagate), il faut espérer que les branches législative et judiciaire du système de gouvernement des Etats-Unis compenseront ces erreurs. Loués soient les "Founding Fathers"!

Cyrille Bret : La présidence Trump ne doit pas être sous-estimée. Par-delà l'imprévisibilité et la surprise permanente, les Etats-Unis ont une ligne politique. Sous l'aspect emporté et brouillon, ils continuent à développer une stratégie. Les tensions commerciales avec les Occidentaux, le bras de fer avec la Chine, les négociations sur la Corée... tout cela dessine une politique étrangère résolument nationaliste et peu favorable aux modes de règlement multilatéral des conflits. Sur le long terme, la relation entre les Etats-Unis et la Russie dépendent d'abord de la levée des sanctions adoptées par les Américains dans le sillage de l'annexion de la Crimée. Or on sait à quel point il est malaisé de lever des sanctions notamment en raison du poids des parlementaires dans la politique étrangère. Pour comprendre les évolutions de politique étrangère, il convient de scruter les élections de mi-mandat à l'automne.